



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

C'est pour ça, les pleins pouvoirs ?

non, non et non !



Aujourd'hui s'achève la démonstration éclatante et publique du caractère foncièrement capitaliste et bourgeois de cette formation politique appelée « Front populaire », que les travailleurs croyaient issue d'eux-mêmes et qui ne s'était entée sur leur force de classe que pour mieux la freiner et la dévier.

Négligeons pour l'instant les quelques mesures sociales cédées aux travailleurs sous leur pression. La bourgeoisie n'hésite jamais à sacrifier un os pour conserver son rôti !

Dans les actes se sont inscrits successivement le Statut moderne du travail et le monstrueux Code de la guerre totale. Les projets financiers présentés par Blum à la Chambre complètent et couronnent cette trilogie effarante dont les ouvriers et les paysans vont être les premières victimes.

Il faut noter que ni le Sénat, ni l'opposition de droite à la Chambre, ni dans le pays les associations patronales ne discutent le plan. Les chefs du Front populaire l'acceptent et si les députés staliniens formulent quelques réserves, c'est pour obéir aux lois de la tactique et de la tradition. Tous sont d'accord sur les principes essentiels qui ont présidé à l'élaboration du projet financier, économique et fiscal.

Ce projet occupe une page et demie du « Temps » qui est le plus grand journal de France quant au format. Bien peu de travailleurs connaissent le texte intégral du projet.

Quelle est donc la trame de l'exposé des motifs ?

D'abord l'aveu formel d'une situation désespérée où les équipes dirigeantes de la bourgeoisie française sont acculées.

Exode en trois ans de 80 milliards de francs ; prévisions des ressources fiscales pour 1938 en moins-value de quatre milliards ; une économie française anémiée qui ne permet plus aucune pression ; une charge totale pour la trésorerie, en 1938, de cinquante milliards de francs environ dont les dépenses avouées pour la guerre absorbent près de la moitié.

Pour en sortir provisoirement, et « engager la lutte contre le temps », orientation totale de toutes les forces actives du pays vers la production intensive du matériel de guerre dont on espère qu'elle apportera un stimulant nouveau.

Cette méthode, déjà usitée dans les pays totalitaires, impliquera nécessairement une quadruple discipline du budget, de la consommation, du capital, du travail et de la

production. « Une extension de la durée du travail deviendrait nécessaire » (sic).

Tel est l'axe d'un projet dont « l'éditeur responsable » reconnaît lui-même le caractère artificiel et dont « la liquidation, dans quelques années, posera des problèmes redoutables ».

Le moins averti des lecteurs comprendra que ce projet comporte une issue dont on n'ose parler : la guerre !

Ni les ouvriers, ni les paysans ne peuvent céder au chantage exercé sur eux par le Front populaire : Soutenez ce projet puisque celui qui le présente est attaqué par la réaction !

La réponse active des travailleurs est donnée par l'élargissement de la lutte ouvrière.

Avec ou sans les pleins pouvoirs, non, non et non !

Provocations fascistes chez Citroën-Javel

L'autre matin, des doriotistes tentaient, autour de l'usine, de faire signer des pétitions contre la grève à des camarades en lutte.

Quelques camarades s'étant interposés, les fascistes sortirent des pétards et partirent ensuite.

Que cet incident nous serve de leçon. Il faut non seulement renforcer les piquets de grève, mais il faut créer une organisation, la milice ouvrière armée, qui fera que nous ne soyons pas à la merci d'une agression fasciste.

La grève des métallos s'élargit

Le jour même où les dirigeants syndicaux de la métallurgie couvrent les murs d'une affiche quadruple colombier : « Ils veulent imposer la grève générale aux métallurgistes », dans laquelle ils s'efforcent de maintenir les ouvriers dans l'inaction, près de 10.000 nouveaux grévistes se joignent à ceux qui occupent les usines depuis près de 15 jours.

Les patrons veulent-ils la grève générale des métallos, pour réussir une manœuvre ou une provocation ? Non, mais les patrons ont vu que les dirigeants du syndicat et de la Fédération des Métaux ne veulent pas étendre la lutte à toute la métallurgie, que les dirigeants de la C.G.T. ne veulent pas élargir la bataille à tout le prolétariat. Et, dans ces conditions, ils pensent qu'en poussant leurs provocations dans un certain nombre d'entreprises, ils peuvent sans crainte d'entraîner une grève générale, aboutir à une plus grande désorganisation des ouvriers.

Les patrons et le gouvernement craignent une grève générale des métallos qui entraînerait tous les prolétaires. S'ils n'avaient pas cette crainte, on verrait la presse hurler contre les occupations d'usines et exiger du gouvernement l'envoi de la garde mobile.

Les hurlements hystériques qu'on a entendus

La phase décisive de la guerre civile en Espagne

Le front antifasciste du Haut-Aragon n'existe plus, le fascisme l'a brisé... La marche des troupes fascistes n'est interrompue que par intervalles, par une défense désespérée des miliciens de l'Armée populaire et des ouvriers, malgré la grande disproportion du matériel et un commandement d'incapables et de traîtres.

Construira-t-on un nouveau front en Catalogne ou le fascisme continuera-t-il sa marche sans s'arrêter ?... Ceci dépend du prolétariat révolutionnaire de Catalogne et de la classe ouvrière internationale.

Il est certain que si le gouvernement du Front populaire de Negrin, ou d'un Garcia Oliver, réussit à tenir le pouvoir (s'il n'est pas renversé par la classe ouvrière et remplacé par une nouvelle forme de gouvernement : « ouvrier paysan » s'appuyant sur les comités révolutionnaires des ouvriers, des paysans et des soldats), on peut dire que l'Espagne entre dans la phase décisive de la guerre civile, de la victoire totale du fascisme...

La possibilité d'une victoire contre le fascisme est actuellement suspendue à un fil... Seul un « miracle » de la classe ouvrière internationale peut sauver la situation...

Les troupes fascistes sont en Catalogne. Lerida prolétarienne, qui s'est battue à l'avant-garde de la guerre civile, en construisant les Milices ouvrières avec les premières colonnes de volontaires, dirigées par le camarade Mena, a été vaincue, conquise par les hordes fascistes.

Les bandes de Franco sont entrées à Lerida, comme elles pourront entrer à Barcelone, etc... seulement après que le gouvernement du Front populaire a terminé son premier travail de « nettoyage », assassinant les révolutionnaires les plus intelligents et les plus fidèles à la cause de la classe ouvrière et des paysans pauvres. C'est le gouvernement du Front populaire qui a fusillé

(Suite page 3.)

lors de la grève de l'alimentation ont cédé la place à quelques jérémiades rituelles sur la propriété violée. Mais ils ont trop peur de provoquer avec violence.

La provocation du S.P.F. chez Peugeot n'a pas dépassé le cadre du 16^e arrondissement. Par ailleurs, chez Citroën, par exemple, le fascisme éprouve le besoin d'aller plus prudemment.

La grève s'est élargie malgré les dirigeants. Un élargissement total et rapide est la condition de la victoire.

Il y a des provocations patronales incontestables. Par exemple le communiqué de la SIMCA prétextant l'absence d'éléments de freins fournis par la maison Lockheed en grève pour justifier la cessation du travail.

Mais, en face des provocations patronales, l'attitude à suivre est facile à déterminer.

Pas un métallo ne se résignera à subir ces provocations sans broncher.

Pas un métallo ne peut non plus répondre à ces provocations en s'en tenant à faire grève de façon limitée, conformément à la tactique patronale, et, hélas, syndicale !

(Suite page 2.)

En Espagne, lutte à outrance ou capitulation

LES armées de Franco ont pris Lerida, importante position à la porte de la Catalogne ; leur avance vers la mer s'est accentuée ; la prise de Tortosa, très menacée, leur permettrait vite d'atteindre la côte ; ainsi serait coupée en deux l'Espagne républicaine. Inutile d'insister sur la gravité de cette éventualité ; ce serait pour le secteur de Valence-Madrid la nécessité d'un ravitaillement exclusivement par mer lequel serait très contrarié par les bateaux et avions nationalistes renseignés par la flotte italo-allemande.

Les troupes républicaines réagissent de leur mieux malgré une infériorité de matériel manifeste, et, jusqu'ici, aucune de leurs armées n'a été à proprement parler détruite.

Les pertes semblent toutefois considérables et le moral atteint. L'offensive que les gouvernementaux conduits par Miaja mènent en Guadalajara ne paraît qu'être une diversion pour obliger Franco à desserrer son étreinte en direction de Barcelone. Il est douteux que Miaja dispose des moyens suffisants pour rompre vraiment le front à l'ouest de Teruel et amener un recul sensible des troupes fascistes sur tout le front est ; il est plus vraisemblable que dans quelques jours le secteur ouest se stabilisera pendant que continuera la pression vers la côte et vers Barcelone.

La fin de la résistance républicaine est-elle proche ? Et comment s'oriente le gouvernement ? Cela est assez difficile à préciser, bien des surprises sont possibles dans la guerre et s'il est absolument exclu d'espérer un « miracle » que l'affaiblissement républicain ne permettrait même pas d'exploiter, il est possible que la résistance se prolonge encore quelques semaines au prix d'énormes pertes humaines.

La mobilisation et l'envoi au front, sans préparation sérieuse, des jeunes de 17 ans, ne peut conduire, face aux tanks, qu'à d'inutiles massacres ou à la débâcle. Il est des audaces qui mènent à la victoire si elles sont accomplies par une armée révolutionnaire ardente de foi luttant pour sa classe, mais qui sont désastreuses pour une armée « républicaine » sous la conduite d'un gouvernement « républicain ». Négrin, l'homme de Staline, aura beau bomber le torse, les chefs traîtres de la C.N.T. et de l'U.G.T. auront beau entrer dans le ministère, Prieto, l'homme du compromis, aura beau quitter le gouvernement, tout cela ne ramènera plus la foi au peuple espagnol, cette foi magnifique qu'il luttait pour transformer son Espagne. L'assassinat, l'emprisonnement de milliers de révolutionnaires, le retour au pouvoir des Giral et autres radicaux, la dissolution des Communes et des Comités lui ont trop montré que dans cette lutte il s'agissait d'abord du sort et des intérêts d'ennemis de classe qui, pour être « républicains » comme notre bon Sénat « radical », n'en étaient pas moins des ennemis.

Ceci explique que la perspective d'une désagrégation de l'armée et de réactions imprévisibles des masses saignantes et déçues par les traîtres républicains et leurs alliés social-démocrates et staliniens reste la plus probable en fin de compte. Toujours en est-il que Négrin tente un nouvel effort suprême de résistance : une nouvelle démarche est faite à Londres et à Paris pour la levée de la non-intervention, les dernières réserves sont envoyées au front. Et après ? après, sans doute, la généreuse France et la non moins démocratique Angleterre proposeront leur médiation (c'est sans doute cela que mijote Négrin derrière sa façade de résistance impossible) et encore une fois, c'est une conversation inter-impérialiste secrète anglo-franco-italienne qui décidera à quelle sauce et comment les proétaires espagnols seront mangés.

(Suite de la page 1)

Il n'y qu'un moyen : LA GREVE GENERALE. Comment faire ? Délégation d'une boîte à l'autre pour s'entendre, pour réaliser le débrayage, organiser la lutte. Tenue d'une assemblée des délégations de boîtes pour nommer un Comité central de grève, pour coordonner l'ensemble des luttes.

Le point central, c'est Renault. De chaque boîte en grève, il faut que se rendent à Billancourt des délégations demandant le débrayage.



La solidarité financière ne serait pas suffisante, malgré tous les efforts. Il s'agit de défendre toutes les conquêtes de juin 36. C'est une question de vie ou de mort pour toute la classe ouvrière.

Après toutes les luttes partielles que les dirigeants des syndicats et du Front populaire ont trahi (Alimentation, transports, H.C.R.B., etc...), laisser briser le mouvement des métallos entraînerait la perte de toutes les conquêtes de juin 1936. L'offensive capitaliste doit être arrêtée net.

Les dirigeants du syndicat dénoncent dans les affiches le Comité des Forges et Michelin-le-Ca-goulard. Mais ce ne sont que des paroles. Pour battre le Comité des Forges, le patronat de la Métallurgie, il ne faut pas rester sur le plan de celui-ci : « Le travail dans l'ordre pour la France ! », sur le plan du projet Blum : « Tout pour la défense nationale ». Tout, c'est-à-dire essentiellement la suppression des 40 heures.

Les métallos répondront : Pas une heure de plus pour la défense nationale, pas une heure de plus pour la « France forte », pas une heure de plus pour une production accrue. Non, le seul moyen de faire le barrage à la guerre, le seul moyen de ne pas se jeter tête baissée dans un conflit mondial, c'est la grève générale, l'occupation des usines, la lutte par les Soviets et les milices pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, c'est la lutte révolutionnaire, la guerre civile en France qui suscitera la lutte révolutionnaire, la guerre civile en Allemagne et en Italie. En avant, pour la Grève générale !

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).

NOTEZ QUE :

« LA COMMUNE » du Samedi paraît sur six pages et est vendue 50 centimes.

Les mardis et jeudis : 25 centimes.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.

« Leurs bonnes pages »

Gitton 193 2

(dédié aux chômeurs)

Dès le présent numéro, nous inaugurons une rubrique nouvelle : Leurs bonnes pages, pour laquelle la matière ne fera pas défaut.

Il s'agit de replacer sous les yeux leurs positions défendues par les militants... autrefois, touchant les dilemmes.

L'intérêt de ces « bonnes pages » à personne. Le « camarade » Gitton, Parti Communiste français est pour s'adresser aux chômeurs pour inaugurer cette série.

GENERAUX, CURES ET CHEFS REFORMIS

Pour masquer la faillite de tourner les chômeurs d'

avons une es, pour la-

des travail- leaders stali- érents problè-

ss » n'échappera ton, secrétaire du assez rondouillard et assez décoratif

TES ite de son plan et dé- la lutte revendicative,

LE COIN DU

LE CONGRES DE L'UNION DES SYNDICATS DE LA REGION PARISIENNE

Ces jours-ci va se tenir le Congrès de l'Union des Syndicats de la Région parisienne. Cette union s'enorgueillit de compter 1.200.000 membres. Ce chiffre est-il vrai ? Y a-t-il de l'inflation ? Le chiffre des membres de la C.G.T. est déjà loin des cinq millions entrevus après juin 36. Aussi avons-nous quelques doutes sur le chiffre des cotisants de l'Union de la Région parisienne.

Un Congrès ? Mais il n'y a pas un syndicat où il ait été sérieusement préparé, discuté, où des rapports soient connus des adhérents. Seuls les secrétaires et les appareils de direction syndicale savent ce qui sera discuté (?).

Ce Congrès augure bien de ce que pourra être le Congrès de la C.G.T.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que les décisions ne seront pas plus prises au sérieux par les travailleurs qui les ignoreront que par les bonzes qui les auront votées.

Ce n'est pas une raison pour laisser tomber les syndicats. C'est une vérification de plus qu'il n'y a pas d'« indépendance du syndicalisme » et que la ranimation de la vie syndicale est liée au regroupement d'une avant-garde révolutionnaire sur le plan politique.

REUNION INTER-USINES DE LIORE-OLIVIER, RUE D'ANGOULEME, DU 2 AVRIL

200 ouvriers présents pour les quatre usines, ce sera peut-être la faute aux sales trotskystes qui sèment la division ! Pour nous, ce maigre résultat incorpore entièrement à tout l'appareil dirigeant de la C.G.T. qui veut entraîner les ouvriers dans l'union sacrée.

Aubrun a vu et entendu les ouvriers présents, et nous pouvons affirmer qu'ils ne sont pas tous Trotskystes. Mais ils sont pour la grande partie des révolutionnaires qui n'acceptent pas l'union sacrée. Nous les encourageons à rester dans cette voie.



Il est vrai qu'Aubrun, parlant de l'appareil, le défendit contre l'accusation de révolutionnaire. Nous nous en sommes aperçus depuis longtemps : ils sont, par contre, de réels bifteackards.

Quant aux conflits Citroën, Gnome et Rhone et autres en cours, l'appareil ne jette pas la pierre aux ouvriers qui se sont mis en grève, par contre il ne comprend pas qu'à une heure aussi grave, quand les paysans ont tant peur de la guerre, que les ouvriers se refusent à assurer la défense nationale. Des ouvriers présents lui ont crié qu'il n'y avait pas de défense nationale en régime capitaliste, ce ne sont pas tous des « trotskystes », ces ouvriers-là, ce sont des révolutionnaires qui ont retenu les enseignements de Marx et de Lénine.

Il faut éviter la guerre, a-t-il dit. En bon défenseur de la bourgeoisie, c'est à la pointe des baïonnettes que l'on obtient la paix. C'est pour cela, a-t-il expliqué, que le Conseil central a accepté les propositions gouvernementales. Si nous n'avions pas accepté, a-t-il ajouté, on réservait aux métallos une drôle de surprise, il n'a pas dit laquelle.

la bourgeoisie manie sa philanthropie prostituée. Dans toutes les villes importantes se créent des « comités d'aide aux chômeurs ». Sous le signe de « l'amour chrétien » et de « l'union sacrée », patrons affameurs qui diminuent les salaires dans leurs entreprises, généraux, évêques et pasteurs, dirigeants de syndicats chrétiens et confédérés, maires et députés socialistes, politiciens bourgeois, pris d'une sollicitude pour le moins insolite envers les chômeurs, s'appliquent à recueillir des dons de toutes sortes dont la distribution aux chômeurs s'accompagnera d'une propagande spéciale. Le mouvement des chômeurs qui, sous l'impulsion et la direction de notre parti et des syndicats unitaires, commence à prendre un caractère de masse et de lutte de classe inquiète tous ces gens coalisés pour la défense de leur régime. On espère par la philanthropie désagréger le bloc des chômeurs groupés autour de leurs comités.

Les bourgeois n'ont aucune crainte à confier aux syndicats confédérés la tâche de s'adonner au travail de désagrégation et de scission du mouvement des chômeurs.

MARSEILLE

300 travailleurs environ au meeting du 2 avril à la Bourse du Travail, réunis à l'appel du Comité de Coordination de la Lutte contre la guerre et l'Union Sacrée. Auditoire très combatif, soutenant, par ses applaudissements, particulièrement les thèses trotskystes. Les orateurs de la L.I.C.P., A.D.L.F., J.E.U.N.E.S., Cercle d'Etudes Syndicales « Lutte de Classes », « Revision », P.O.I., et aussi un camarade du P.C.I. qui examina en particulier la loi sur la nation en temps de guerre, récemment votée par le Parlement, et expliqua le rôle que doivent jouer dans la lutte prolétarienne les Soviets, Comités des ouvriers, soldats et paysans pauvres.

A l'issue de la réunion, l'ordre du jour suivant fut voté :

« Les travailleurs...

« S'élèvent avec indignation contre la trahison de ceux qui se prétendent les dirigeants de la classe ouvrière et qui veulent lui faire accepter l'Union Sacrée camouflée par des slogans comme « Rassemblement National autour du Front Populaire », « Gouvernement de Salut Public », etc...

« Condamnent avec énergie l'attitude de certains dirigeants de la C.G.T. trahissant les 40 heures, laissant tomber les ouvriers en grève, et freinant le mouvement de lutte des ouvriers, seul capable d'arrêter la menace de la guerre impérialiste ;

« Déclarent qu'ils ne sauraient accepter sous aucun prétexte la participation dans la guerre que la bourgeoisie et ses valets nous préparent en vue d'un nouveau partage impérialiste du monde ;

« Appellent les ouvriers à continuer leurs mouvements revendicatifs avec l'occupation des usines en vue de la grève générale ;

« Et lèvent la séance au cri de :

« A bas l'Union Sacrée !

« Vive la lutte de classes !

« Vive la révolution prolétarienne, qui seule, donnera la paix au monde ! »

REPATUM

Dans notre article dans la « Commune » du 2 avril, une coquille nous a fait dire : démagogie « cartelliste ». C'est « calvelliste » qu'il fallait lire. D'autre part, un mot « sauté » a rendu quelque peu incompréhensible une partie de notre article. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Note de la Rédaction

A NOS CORRESPONDANTS

La parution trois fois par semaine de notre journal permet de serrer de plus près l'actualité. Encore faut-il que, de partout, les lettres de nos lecteurs parviennent, signalant tous les faits dont ils sont les témoins.

Inutile de chercher à écrire long. Envoyer des faits précis et circonstanciés, même en style télégraphique. Ils seront plus facilement utilisables.

Articles reçus de Marseille et des Landes. Paraitront dans notre édition de samedi.

LA PHASE DÉCISIVE

(Suite de la page 1)

L'intrépide révolutionnaire Mena, militant du P.O.U.M., ainsi que des autres centaines de prolétaires de Lérida, dans des « procès » à huis-clos après les événements de mai, et qui persécute le prolétariat sans trêve.

Franco, aidé par les Maures et les légionnaires du fascisme international, fera le reste pour assurer la tranquillité de la bourgeoisie féodale espagnole.

Sur les autres fronts, la situation n'est pas meilleure, à l'exception d'une partie du front de Guadalajara, du centre. Où se trouve la 43^e division ? On ne le sait pas... De la 31^e, seuls ont pu se sauver 4 ou 5.000 miliciens, qui se sont réfugiés à Luchon, en traversant les Pyrénées.

Les deux généraux Gallo et Serrano seront décorés par Negrin, pour avoir fui et laissé le terrain libre au fascisme...

Le gouvernement du Front populaire, socialiste-communiste-radical fait recevoir par les gardes-mobiles les héroïques miliciens, trompés et trahis par leurs chefs et poursuivis par les troupes et l'aviation fascistes, sans possibilité de se défendre.

LILLE LES AGENTS DES P.T.T. CONTRE LA GUERRE

Ordre du jour :

La Section de Lille du Syndicat National des Agents des P.T.T. réunie à Lille, Bourse du Travail, le 28 mars 1938, considère de son devoir d'affirmer sa position en présence des dangers de guerre et des circonstances qui en découlent pour le mouvement ouvrier.

Déclare se refuser à toute union sacrée sous quelque forme que ce soit et condamne l'attitude prise par le Bureau Confédéral engageant la classe ouvrière sans la consulter dans la voie des sacrifices sous le fallacieux prétexte de la défense nationale.

Considère en effet que la défense nationale est incompatible avec les intérêts des travailleurs dans le régime capitaliste, les ouvriers ne pouvant défendre ce régime qui n'engendre que crises économiques, misère et mort.

Constate que, dès le temps de paix, les sacrifices demandés au nom de l'intérêt supérieur du pays, ne visent qu'à atteindre les avantages conquis par la classe ouvrière organisée.

Condamne la course aux armements précipitant les peuples à s'entreégorger, pour le seul profit de leurs maîtres.

Dans ces conditions, demande à la C.G.T. :
De refuser son autorité morale à la préparation de l'union nationale, prélude de la prochaine guerre.

De rester fidèle à la pratique de l'internationalisme ouvrier, seule position de classe contre l'union sacrée.

D'engager une campagne démontrant que la classe ouvrière aurait tout à perdre dans une guerre qui ne serait que la répétition de l'ignoble duperie de 1914-1918.



La Section de Lille estimant qu'il est de toute nécessité et de toute urgence que la C.G.T. précise nettement sa position vis-à-vis des événements actuels a décidé de faire l'envoi à toutes les sections de l'ordre du jour ci-dessus.

Les camarades de Lille ont raison de prendre une attitude contre la guerre et l'union sacrée. Nous devons très franchement souligner qu'ils se trompent en espérant de la C.G.T. une position analogue... L'action contre la guerre, en liaison avec les luttes revendicatives, doit déborder le cadre syndical si elle ne veut pas y être étouffée.

FRONT UNIQUE !

Du dernier numéro de « La Jeune Garde », organe des Jeunesses Socialistes Autonomes :

« Des rapprochements entre révolutionnaires aujourd'hui divisés devront s'opérer ; ils devraient même pouvoir se réaliser dès aujourd'hui... »

D'une résolution votée par la majorité des Etudiants Socialistes exclus par la C.A.P. :

« ... Jeunes révolutionnaires, aidez-nous ».

Tout à fait d'accord, camarades, mais pourquoi ne pas faire avec la Jeunesse Communiste Internationaliste et les autres organisations de jeunes qui s'opposent à la II^e et à la III^e Internationales, un front unique d'action ?

dre. Désarmés et enfermés dans des locaux infects, comme des « prisonniers de guerre », ils sont expédiés en quelques heures dans les deux directions de Franco et de Negrin, comme des forçats.

Toute la presse, du « Populaire » à « l'Humanité », au « Matin » et à « la Liberté » du renégat fasciste Doriot, a porté que ces miliciens ont crié ! Vive la France ». Sans distinction, tous crient « Vive la France ! », aussi bien ceux qui ont choisi la direction de Franco que celle de Negrin, peut-être par reconnaissance envers le blocus de la politique de « non-intervention » et le bon accueil des gardes-mobiles. La classe ouvrière doit intervenir contre de telles monstruosité. Mais pour agir il faut un instrument... Cet instrument est l'unité d'action de toutes les fractions révolutionnaires pour un front unique de toutes les organisations ouvrières, pour unir l'avant-garde du prolétariat dans la défense du prolétariat d'Espagne. Qui ne veut pas comprendre la gravité de la situation et apporter la solution à ces problèmes, assume des responsabilités énormes et se démontrera un opportuniste incurable.

L'Empire français

A qui profitent les colonies ?

Le monstrueux budget de guerre de la république française serait plus monstrueux encore s'il comportait toutes les dépenses hypocritement affectées à d'autres postes du budget général, mais qui sont, en fait, consacrées à la guerre.

Parmi elles, le budget des Colonies tient une place importante.

Certes, depuis l'avènement du Front populaire, le brigandage colonial n'est plus dénoncé comme il l'était autrefois parce que les moyens de l'avant-garde révolutionnaire sont hélas, des plus réduits. Mais de ce que le Front populaire et toute sa presse conformiste taisent les agissements de notre impérialisme sur les territoires d'outre-mer, s'ensuit-il que le problème colonial soit résolu « pacifiquement » ?

Il n'est que trop certain que les opérations militaires dites de police, de sécurité et de nettoyage continuent à être coûteuses en richesses matérielles et, de part et d'autre, en vies humaines.

Pour tirer de ses colonies tout ce qu'il en attend, pour enrégimenter de force leurs habitants, l'impérialisme détrouse sans vergogne les propriétaires indigènes de leurs biens.

Au moment où certains brandissent la menace de la surproduction coloniale sur la tête des paysans de la métropole, il est bon de citer quelques chiffres sur les vols des requins colonialistes.

En Algérie, sur 21 millions d'hectares de terres incultes ou cultivées, l'impérialisme en a déjà volé 11 millions parmi les plus fertiles. Et chaque année se continue l'expropriation qui ruine les Algériens, qui les repousse de plus en plus vers le Sud stérile ou les oblige à devenir ouvriers agricoles à cent sous par jour !

En Tunisie, 600.000 hectares des meilleures terres ont été spoliés à l'indigène en 50 ans de colonisation. Voici quelques concessions (en hectares) :

Société Omnium	26.850
Société Lyonnaise	17.700
Société Marseillaise	120.000
Cochery, ancien ministre	3.000
Mougeot, ancien ministre	10.000
Regnault, ministre plénipotentiaire	6.000
Général Leclercq, ancien chef de corps d'occupation	2.000
Saurin, président de la Chambre d'Agriculture de Tunis	3.200
Comte de Chabannes-Lapalisse	6.000
Leroy-Beaulieu	6.000
Serres, contrôleur civil	4.000
Hébrard, ancien directeur du journal « Le Temps »	16.000

Sur 9 millions d'hectares cultivables dont 2.500.000 sont effectivement cultivés,

50.000 Français en détiennent 1.200.000 ;
1.600.000 indigènes en détiennent 1.250.000 ;
160.000 Italiens en détiennent 20.000.

En Indochine, le brigandage dépasse l'imagination. Trente mille hectares de terres ont été octroyés à la Société des Cultures tropicales, vingt mille aux Mines de Hongay, vingt-cinq mille aux Raffineries d'Indochine, trente-trois mille aux Cafés du Kantoum, etc...

En A.O.F., les Frères Tréchet ont reçu une concession de trois millions d'hectares, ce qui représente la superficie réunie de quatre à cinq départements français. La Société du Haut-Ogoué en a reçu pour sa part un million d'hectares : quatre fois le département du Rhône.

Au Maroc, après vingt ans de colonisation à peine, 1.900 profiteurs européens se partagent 640.000 hectares de terre. C'est pour permettre cela que 30.000 soldats français et coloniaux se sont fait tuer en 1925 !

Pendant que les pacifistes béloquent leurs hymnes à la paix, l'œuvre de mort, de destruction et de pillage continue aux colonies, sinistre répétition des années qui précéderont la guerre d'hier, préambule redoutable à la « guerre totale » de demain.

DES SYNDICATS JAUNES :

LES SYNDICATS CHRÉTIENS

A l'occasion de la grève Citroën, les Syndicats chrétiens ont publié un communiqué dans lequel, bien entendu, ils volent au secours du patronat et se désolidarisent des grévistes. Au moment où chaque travailleur se rend compte du danger que représentent les syndicats dits « professionnels », il n'est pas sans intérêt de rappeler ce que sont les syndicats chrétiens, tout dévoués aux ordres d'un patronat chaque jour plus combattif.

Depuis longtemps déjà, l'Eglise a essayé de mordre sur la classe ouvrière et il faut remonter jusqu'à 1871 pour découvrir les sources du mouvement catholique social. C'est, en effet, à cette époque que les Jésuites, avec l'aide du comte Albert de Mun, du marquis de la Tour du Pin et autres nobles fripouilles, fondèrent l'Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers, tandis que, la même année, les Assomptionnistes créaient l'Union des Associations ouvrières. Mais tous ces groupements et ceux qui les suivirent n'eurent qu'une existence éphémère, de même que les œuvres d'assistance ouvrière et, assez rapidement, les ratichons, forts de l'expérience de leur échec, entreprirent d'organiser les travailleurs dans le cadre de la profession.

Au début, on se contenta de créer des Unions, telles que celle du Personnel catholique des Chemins de fer, fondée dès 1898, mais, en 1919, abandonnant les préventions qu'inspirait le syndicalisme, on bâtit la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. La C.F.T.C. calquée sur la C.G.T., comprend des Unions Régionales et des Fédérations de métiers. Elle est, à l'heure actuelle, en pleine prospérité et constitue une force avec laquelle on est obligé de compter, notamment dans certaines corporations (cheminots, employés) et certaines régions (Nord, Alsace-Lorraine).

Jusqu'à ces dernières années, les capitalistes, malgré tous leurs efforts, n'avaient pu constituer de syndicats jaunes comme ceux qui existaient avant-guerre. Aussi trouvèrent-ils leurs meilleurs auxiliaires dans les Syndicats chrétiens. Ceux-ci prirent leur véritable essor au lendemain de la condamnation de « l'Action Française » par le Pape ; une des raisons de cette condamnation, purement symbolique, était, en effet, le désir très vif de l'Eglise de s'assurer la sympathie ou tout au moins la neutralité ouvrière.

La C.F.T.C. déclare — comme tous les jaunes — qu'elle veut rester strictement sur le plan professionnel. Elle affirme son désir de maintenir l'ordre capitaliste et d'établir la collaboration de classe à l'usine. Chacun sait ce que cela signifie et, en fait, les dirigeants des Syndicats chrétiens sont seulement des mouchards et des briseurs de grèves, tout dévoués aux intérêts du patron bien-pensant. En 1910, et en 1920, l'Union du Personnel catholique des Chemins de fer aida précieusement les Compagnies et contribua efficacement à briser la grève. Depuis, la C.F.T.C. n'a fait que continuer et il serait trop long d'énumérer tous les mouvements torpillés par les Syndicats chrétiens dans ces dernières années.

A l'heure actuelle, ces syndicats, puissamment aidés par la Ligue Ouvrière Chrétienne et surtout par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne sont encore plus dangereux pour le prolétariat que les syndicats ouvertement fascistes.

Que doivent donc faire, devant ce péril, les travailleurs révolutionnaires ? Doivent-ils, lorsque se déclenche une grève, dénoncer l'ouvrier affilié au Syndicat chrétien ? Bien sûr que non. Ils doivent, au contraire, essayer de l'entraîner dans le mouvement, en lui montrant comment l'organisation à laquelle il appartient abandonne ses revendications et trahit sa cause. Mais, en aucun cas, ils ne doivent paraître faire confiance à l'organisation syndicale chrétienne elle-même.

Ainsi, pourquoi les stalinien, si prompts à dénoncer les « diviseurs » n'épinglent-ils pas comme il convient l'attitude des diviseurs authentiques de la C.F.T.C. à l'occasion de chaque grève et de chaque lutte revendicative ?

Unis dans la lutte contre l'exploiteur avec tous les exploités, même syndiqués chrétiens ? Oui.

Unis au Syndicat jaune dans lequel le ratichon est roi ? Jamais.

Que chaque lecteur soit un collaborateur !

Notre journal tri-hebdomadaire a été un important pas en avant dans de nombreux coins, car la parution plus fréquente, qui nous permet de serrer l'actualité de plus près, a multiplié nos liaisons et a permis une plus grande pénétration de nos idées.

Mais c'est chaque jour que la presse bourgeoise continue à pénétrer dans trop de foyers ouvriers. Chaque jour, la presse réformiste travaille pour enlever toute combativité au prolétariat. Chaque jour les stalinien briseurs de grèves nous couvrent de calomnies. Veux-tu nous aider à forger l'arme que tu pourras utiliser CHAQUE JOUR ? Cela dépend de toi.

Si tu le veux, si tu fais pour cela un effort systématique, « La Commune » peut rapidement devenir le QUOTIDIEN POUR LA IV^e INTERNATIONALE.

Y songes-tu ?

Tu peux faire autour de toi, à l'usine, au village, au bureau, sur le chantier, au magasin, des lecteurs. Tu peux trouver des abonnements. Tu dois, sou à sou, recueillir des souscriptions. Le fais-tu ?

Abandonner aujourd'hui ton journal de classe est une véritable désertion.

Qu'attends-tu pour nous aider.

Si chacun de nos lecteurs fait son devoir, nous pourrons paraître chaque jour.

Chaque militant, chaque sympathisant doit devenir un correspondant et nous envoyer régulièrement des articles et des notes sur ce qui se passe dans sa corporation ou dans son coin. Chacun doit nous écrire, nous envoyer ses suggestions et ses critiques. Chacun doit devenir un propagandiste.

EN AVANT POUR LE QUOTIDIEN !

Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un } 3 mois 8 fr.
Abonnement de } 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal

Brausch 1773-07, Paris
66, faubourg Saint-Martin

Après la démission

Rappoport à Lyon

Rappoport qui vient de démissionner du P.C. à la suite du dernier procès de Moscou, est venu à Lyon faire une causerie à la « Tribune du Rhône » et expliquer pourquoi il a quitté le Parti communiste.

Tout d'abord nous devons dire que Rappoport a fait un acte de courage en démissionnant du parti stalinien car il sait, et nous le savons comme lui, que par cet acte sa vie est maintenant en danger. Nous avons eu trop d'exemples sous les yeux avec les Reiss, les Wolf et autres, pour ne pas croire que la Guépéou ne cherchera pas à se débarrasser de lui s'il continue à vouloir faire la lumière sur ce qui se passe en U.R.S.S. au sujet des procès, et des exécutions sans procès, comme il l'a si bien dit.

Rappoport s'est contenté, dans son exposé, à démontrer que la liberté n'existait pas en Russie et que de cela il découlait donc qu'il n'y avait pas de socialisme.

Nous sommes d'accord avec lui mais nous aurions aimé qu'il traite aussi depuis quand cette situation existe-t-elle et qu'elles sont les causes de cette déviation de la Révolution prolétarienne qui avait eu un si bon départ.

Ce n'est qu'à la suite d'interventions qu'il consenti à dire, en se plaçant sur le terrain sentimental, « qu'il y a déjà longtemps qu'on lui faisait avaler des couleuvres qu'à la fin il en est devenu malade ».

Nous voulons bien, en nous plaçant sur le terrain de la causerie de Rappoport, discuter avec lui.

Il a déclaré :

1. En U.R.S.S., aucune opposition ouvrière n'est admise.

2. Aucune liberté de presse.

3. Les syndicats n'existent plus.

4. Les coopératives n'existent plus.

5. Qu'il était impossible de croire des militants ayant donné 30 ou 40 années de leur vie au prolétariat, qui avaient fait la Révolution soient tous des traîtres, et que seul Staline restait pur.

Si, en U.R.S.S., aucune opposition ouvrière n'est admise, ce n'est tout de même pas d'aujourd'hui que vous êtes au courant de ce fait. Il faut remonter aux années 1924-1925 pour que dans toute l'Internationale on parla de l'opposition communiste de gauche. A cette époque vous ne vous êtes pas contenté de prendre position contre elle mais encore vous avez couvert de votre autorité les exclusions arbitraires des militants oppositionnels qui, en fait, et cela il faut que vous le disiez franchement, avaient raison sur vous et toutes la bureaucratie de l'I.C.

Aucune liberté de presse, dites-vous. Vous vous réclamez de Marx et citez un long écrit de lui où il se dresse contre la censure de la presse. Mais alors, sauf erreur, vous étiez correspondant des « Ivestia », vous saviez que tous vos articles étaient passés à la censure de la bureaucratie et vous n'avez rien dit et rien fait. C'est un singulier amour de la liberté, de votre propre liberté.

Plus de syndicats. Plus de coopératives. Nous ajoutons plus de Soviets. Et, là encore, vous n'avez rien dit. Comme vous l'avez déclaré, le socialisme ne se construirait qu'en permettant à tous ceux qui travaillent une liberté de plus en plus grande, car l'un n'allait pas sans l'autre. La disparition des organisations de la classe ouvrière signifiait la disparition totale des moyens d'expression, de contrôle et de gestion de cette classe et en même temps la suppression de la liberté. Il aurait fallu poser de suite cette question. A qui peut profiter cette opération si ce n'est à la bureaucratie stalinienne ?

Quant aux procès, nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit maintes et maintes fois mais nous sommes au regret de vous dire qu'une fois de plus nous avons eu raison.

Et, maintenant, il faut conclure. Nous espérons que l'acte énergique que vous venez d'accomplir ouvre les yeux à bon nombre de militants qui, comme vous, se sont trompés et se trompent encore. Plus que jamais, nous devons travailler à la création de l'internationale révolutionnaire qui reprendra le drapeau rouge, la plateforme politique et les traditions révolutionnaires de ceux qui ont jeté à terre dans un coin du globe le capitalisme et planté les jalons pour l'édification du socialisme.